

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18668 - 72ÈME ANNÉE

Grève générale en Guyane

PCR : « Solidarité au peuple guyanais en lutte ! »

Dans un communiqué diffusé ce jour, le Parti communiste réunionnais affirme sa solidarité avec le peuple guyanais en lutte. Le PCR souligne que « Ceux qui s'imaginent que ce qui se passe actuellement en Guyane ne risque pas de se produire à La Réunion se trompent, car les indicateurs qui provoquent ces mouvements sociaux en Guyane sont tout autant alarmants à La Réunion ».

La Guyane est actuellement aux prises à d'importants et graves mouvements sociaux. L'origine de ces événements, comme l'ont souligné tous les observateurs, provient de la situation sociale, économique et sanitaire que connaît actuellement ce pays : taux de chômage élevé, fort taux d'illettrisme, insécurité, manque d'infrastructures (eau, électricité...), coût de la vie élevé, etc., combinés à la pression démographique. Autant d'éléments, conséquences de politiques menées pendant des décennies, qui expliquent le ras-le-bol généralisé conduisant à la paralysie de tout le pays.

Les annonces du gouvernement (le Plan Guyane en cours de préparation, loi pour l'Égalité Réelle, les 60 millions débloqués pour le secteur hospitalier) pas plus que la venue d'une mission composée de hauts fonctionnaires n'ont suffi à répondre aux attentes et aux droits du peuple guyanais. C'est la preuve d'un malaise profond ; c'est la preuve aussi que les solutions et propositions envisagées par le gouvernement ne prennent pas en compte les problèmes de fond que connaît ce pays.

Nous exprimons notre solidarité au peuple guyanais en lutte. Et plus que jamais, nous considérons que le moment n'est plus de régler les problèmes ponctuellement mais d'avoir une vision globale pour le développement du pays.

Le refus des représentants du peuple guyanais de recevoir la mission désignée par le Premier Ministre est la preuve que les Guyanaises et les Guyanais considèrent, eux aussi, qu'il n'y pas de

« papa venu de Paris » pour régler leurs problèmes. Ils veulent discuter en responsables avec les plus hautes autorités de l'État.

Il est temps que les gouvernements français (l'actuel comme le prochain) comprennent que les outre-mer attendent de leur part une prise en considération de leurs peuples pour que ceux-ci soient les acteurs responsables du développement de leur pays. C'est un appel à la responsabilité qui s'élève de l'Océan Atlantique à l'Océan Pacifique en passant par l'Océan Indien.

Ceux qui s'imaginent que ce qui se passe actuellement en Guyane ne risque pas de se produire à La Réunion se trompent, car les indicateurs qui provoquent ces mouvements sociaux en Guyane sont tout autant alarmants à La Réunion.

Plus que jamais, les Réunionnaises et les Réunionnais doivent se rassembler pour la responsabilité et, ensemble, porter un projet d'avenir pour leur pays.

Bureau de presse du Parti Communiste Réunionnais

Hommage à un grand militant communiste

Adrien Larivière : une vie exemplaire

Adrien Larivière, fidèle et infatigable militant du Parti communiste réunionnais, est décédé hier. Un dernier hommage lui a été rendu hier à l'église de Quartier français, avant son inhumation au cimetière de Champ Borne. Voici le discours prononcé Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, au domicile d'Adrien Larivière avant le départ du convoi funéraire pour l'église.

Au nom de tout notre Parti et en mon nom personnel, il me revient de rendre un dernier hommage à un grand militant.

Plus qu'un devoir indispensable, rendre hommage à notre camarade Adrien Larivière exige un passage obligé par une intense émotion. 80 ans de vie, de vie difficile dans l'enfance, d'une vie marquée très tôt par une prise de conscience de classe particulièrement lucide, qui l'amena très jeune à la lutte politique au sein du Parti Communiste Réunionnais.

Issu de milieu modeste, Adrien Larivière affronte très tôt la vie active, aidant son père dans sa profession d'ouvrier agricole. Un père fervent partisan du Dr Vergès. Adrien travaille comme apprenti menuisier, avant d'être embauché comme manoeuvre à l'usine de Bois-Rouge. Il va exercer aussi la profession de chauffeur de poids lourd pendant plusieurs années.

Une vie de luttes

Interpellé par la situation politique qui prévaut chez nous, au début des années 60, il participe aux dif-

férentes réunions et autres rassemblements du PCR dans l'Est, et intègre la Section PCR de Saint-André en 1967, dirigée alors par Ary Payet. Une époque où les élections se déroulent dans un climat de terreur : insultes, agressions, fraudes, expulsions des assesseurs des bureaux de vote...etc

D'ailleurs, Adrien Larivière avait toujours gardé en mémoire le film de cette journée électorale, du dimanche 10 décembre 1967, à Saint-André, où il fut contraint pour sa sécurité de fuir vers 13 heures le bureau de vote où il était assesseur de Paul Vergès, candidat à l'élection municipale partielle face au Dr Dubard. Un dimanche tristement célèbre au cours duquel le sympathisant communiste Edouard Savigny a été battu à mort par les nervis.

Au service des autres

Militant exemplaire, membre du Comité Central, Adrien Larivière sera de tous les combats. Elu conseiller municipal en mars 1983, sur la liste de Laurent Vergès, il siège dans l'opposition, puis dans la majorité

municipale élue en mars 2008 jusqu'en 2014.

Père de neuf enfants, Adrien Larivière a aussi milité dans le milieu associatif, comme la FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Elèves) où il a siégé pendant 20 ans.

Fidèle parmi les fidèles, Adrien fait partie de ces Réunionnais qui par leur vie exemplaire, résolument vouée au service des autres, ont contribué à faire la grandeur de notre Parti et faire avancer les causes du peuple réunionnais. En tant que communiste et tout simplement en tant que Réunionnais, nous lui devons des remerciements. C'est une fierté pour nous de l'avoir eu comme camarade de lutte.

Aussi, c'est avec beaucoup d'émotion que nous nous inclinons devant lui et présentons à toute sa grande famille l'expression de nos fraternelles condoléances.

Notre combat continue plus que jamais !

In kozman pou la rout

« Karèss tété bèf avann tir son lé »

Kozman-la, sa i sort l'afrik dann péi aousa. Bann aousa i viv dann l'afrik dé l'ouès dann in zone in pé sèk i apèl lo Saèl. Sans prop : dann tan bann demoun téi karès z'ot vash avann tir do lé : kisoï pou bien fé konprann la vash èl n'a afèr avèk in z'ami, pars sansa tansyon kou d' pate. Kisoï pou fé konprann l'èr pou tir d'lé l'arivé i fo donn la kantité k'i fo... Ni konpran bien lo sans prop si tèlman sa lé fasil, mél o sans figiré ? Ladan la poin vash, la-dan la poin lé ! Sa sé in n'afèr rant lo moun. Lé vré si ou i fé zoli manyèr, ou la plis la shans tir in n'afèr ké si ou na viin manyèr. Sé pou sa bann z'éskro sé in bann moun i gingn bien anmyèl aou pou tiré. Aprésa, arvoir Pyèr, tak baro. Alé ! Mi lèss azot kass z'ot koko é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Edito

La grève en Guyane bouleverse les agendas

Depuis hier, c'est la grève générale en Guyane. Et manifestement, le gouvernement n'a pas eu une réponse adaptée. En effet, les 37 syndicats et la population n'ont pas accepté que la délégation française ne comprenne aucun ministre, et soit conduite par un ancien préfet de Guyane.

Cette crise bouleverse en effet les emplois du temps. Ericka Bareigts, ministre des Outre-mer, a en effet multiplié ces derniers temps les voyages privés à La Réunion. Elle est candidate investie par le Parti socialiste dans la première circonscription et le but de ces séjours s'inscrivent dans sa campagne électorale pour tenter de se faire réélire.

Cette grève est une manifestation de l'impasse d'un système en place depuis 70 ans dans l'outre-mer. Ce système est incapable de régler les problèmes tels que l'emploi et le logement. Il est à l'origine de graves inégalités. À La Réunion, il laisse de côté la moitié de la population. Mais contrairement aux engagements pris en 2012, rien n'a été fait pour le remettre en cause.

La grève de Guyane s'invite dans la campagne présidentielle. Pour tenter de la résoudre, le gouvernement devra sortir de ses préoccupations électorales immédiates. En sera-t-il capable ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

La responsabilité, la pa in gro mo sa ! Mé sé sak i fo pou nou

Dann modékri lindi, moin la di sak mi pans dsi bann kandida pou z'éléksyon prezidansyèl. Pa par raport sak zot i vé fèr pou La Frans-i di sa l'ézagone - mé pou sak zot i pé fèr pou l'outre mèr é pou moin konm sa la pa dann sant z'ot mazinasyon ébin mi pans pa zot lé bien kalifyé pou trouv bann solisyon k'i fo pou bann péi l'outre-mèr é sak i konsèrn anou an promyé, pou La Rényon.

Kisa lé kalifyé pou trouv in bon solisyon pou nou ? Mi pans sé nou k'lé kalifyé, si ni vé bien antann rantre nou. Nout parti i di pa in n'ot z'afèr ké sa. Li domann-épi li la lans in apèl pou sa !-pou bann rényoné rotrouv azot pou in gran diskisyon pou trouv in bon solisyon pou dévlop nout péi konm k'ii fo : in dévlopman dirab, épi ékilibré, épi bon pou llo pèp rényoné.

Pou kosa mi di sa ? La Rényon lé pa dévlopé ? Mi diré li lé dévlopé par plas. Par plas ? Oui, si ou i pran la médsine, èl lé dévlopé. Si ou i pranl'administrasyon, la polis, la défans nasyonale épi d'ot séktèr ankor ou i pé réponn par oui. Pou la kiltir nou lé pa si mal ké sa, mé konm lo mète l'ékol i di : « Pé myé fèr ! ». Mé si i anparl nout l'ékonomi, l'anploi, nout l'anvironeman, ébin nou lé forcé pou dir la pa sak i fo. Nout fors prodiksyon lé pa dévlopé konm k'i fo - mèm zot l'aprè bate aryèr - é bann rényoné lé moins an moins mète shé nou par la fote sak ni apèl la dominasyon néo-kolonyal.

Donk si ni vé in péi vréman dévlopé, konm moin la di, i fo ni antann rantre nou pou trouv lo tik-tak k'i fo. Nou ni apèl sa la responsabilité pou bann rényoné : in l'asanblé pou roprézant anou, avèk lo bann pouvoir k'i fo, plis lo moyin an finans pou nou moyéné. Anplis ké sa, ni vé konsèrv sak i marsh pou vréman, konm nou la di dann nout dèrnyé kongré.

Bann kandida la prezidans i vé lo mèm z'afèr ké nou ? Moin la pa tro antann sa ziska zordi. Poitan la responsabilité la pa in gro mo sa ! Mé sé sak i fo pou nou.

Justin